



Réunion des États parties

Distr. générale
17 mars 2008
Français
Original : anglais et français

Dix-huitième réunion
New York, 13-20 juin 2008

Élections au Tribunal international du droit de la mer : notices biographiques des candidats proposés par les États parties

Note du Greffier

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Notices biographiques des candidats	2
Akl, Joseph.	2
Bamela Engo, Paul	5
Bouguetaia, Boualem	7
Chandrasekhara Rao, P.	10
Elzaki, Ali Mohamed.	14
Fomba, Salifou.	15
França Va-Dúnem, Fernando J.	18
Golitsyn, Vladimir Vladimirovich	20
Jesus, Jose Luis	29
Kanu, Allieu Ibrahim.	34
Marotta Rangel, Vincente	37
Nandan, Satya N.	39
Ntoutoume, Jean-Marie.	46
Wolfrum, Rüdiger	47



I. Introduction

Ci-après figurent les notices biographiques des candidats aux sièges du Tribunal international du droit de la mer qui doivent être pourvus par élection au cours de la dix-huitième réunion des États parties (une liste nominative des candidats a déjà été publiée sous la cote SPLOS/171).

II. Notices biographiques des candidats

Akl, Joseph (Liban)

Né le : 5 août 1936 à Damour (Liban)
Langues : arabe, français, anglais, allemand et espagnol

Formation et expérience professionnelle :

1952-1956	Études de psychopédagogie à l'École normale de Beyrouth et à Aix-en-Provence (France)
1961	Licence (maîtrise) de droit public obtenue à la faculté de droit de l'Université Saint-Joseph, à Beyrouth
1962	Doctorat en droit public, faculté de droit de l'Université de Paris
1956-1963	Enseignant au Ministère de l'éducation nationale
1963-1973	Maître de conférences en droit public, faculté de droit de l'Université Saint-Joseph à Beyrouth
1963-1966	Chef de service au Département des affaires administratives et consulaires du Ministère des affaires étrangères
1966-1972	Directeur adjoint au Département des organisations internationales, des conférences et des traités du Ministère des affaires étrangères
1973-1978	Premier Conseiller à l'ambassade du Liban à Washington
1978-1983	Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères et Directeur du Centre de recherche et de documentation
25 janvier 1980	Promu au rang d'ambassadeur
1983-1990	Ambassadeur du Liban en République démocratique allemande
1991-1994	Ambassadeur du Liban en Colombie
1994-1996	Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères et Directeur du Centre de recherche et de documentation

Membre de la délégation libanaise aux vingt-troisième, vingt-sixième à vingt-neuvième, trente-troisième à trente-cinquième, trente-septième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant du Liban à la Sixième Commission (juridique) et à la Commission politique spéciale

Membre de la délégation libanaise à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tenue à New Delhi en 1968, à la Réunion ministérielle du Groupe des 77 tenue à Lima en 1971 et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972

Membre de la délégation libanaise à plusieurs sessions du Conseil de la Ligue des États arabes (1981, 1982, 1995, 1996)

Membre de la délégation libanaise au douzième Sommet des rois et chefs d'État des États arabes tenu à Fez (Maroc) en 1982 et aux deux conférences préparatoires des ministres des affaires étrangères respectivement tenues à Fez (Maroc) en 1981 et à Mohammadia (Maroc) en 1982

Membre de la délégation libanaise à la Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique tenue à Niamey en 1982

Membre de la délégation libanaise au Sommet des États non alignés tenu à Cartagena de Indias (Colombie) en 1995

Élu membre de la Commission du droit international de la Ligue des États arabes le 24 mars 1979 et réélu en mars 1982. Élu Président de la Commission pour 1983

Chef de la délégation libanaise

- À la Conférence diplomatique pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, tenue à Montréal (Canada) en 1971
- À la vingtième session du Comité juridique de l'OACI, tenue à Montréal (Canada) en 1973
- À la Conférence diplomatique sur la succession d'États en matière de traités tenue à Vienne en 1978
- À la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer à ses huitième à onzième sessions, tenues à New York et à Genève de 1979 à 1982
- À la deuxième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins, tenue à Kingston en 1996

Élu membre du Tribunal international du droit de la mer le 1^{er} août 1996

Élu Président de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins le 27 février 1997

Réélu membre du Tribunal international du droit de la mer le 24 mai 1999

Président du Comité du budget et des finances du Tribunal depuis 2002

Élu Vice-Président du Tribunal pour un mandat de trois ans le 1^{er} octobre 2005

Auteur de nombreux articles et rapports concernant le droit public international, le droit de la mer et le Tribunal international du droit de la mer et sa jurisprudence

Membre de l'Association libanaise des sciences politiques, membre fondateur de l'Association internationale du droit de la mer, Vice-Président de son Conseil depuis 2001, membre de la American Society of International Law et de la Société française de droit international

Bamela Engo, Paul (Cameroun)

[Original : anglais et français]

Né au Cameroun le 5 octobre 1931

Formation

Avocat, juriste, admis au barreau anglais (Middle Temple Inn, Londres, 1959)

Expérience professionnelle

1959-1961 Conseiller juridique de la Couronne (Her Majesty's Crown Counsel), circonscriptions judiciaires de Lagos (Nigéria) et du Southern Cameroons

1961-1965 Magistrat, Southern Cameroons

1961-1969 Membre éminent de la Commission judiciaire fédérale du Cameroun

Depuis 1969 Ministre plénipotentiaire, *hors hiérarchie*

1963 Agent adjoint du Cameroun dans l'affaire du Cameroun septentrional (*Cameroun c. Royaume-Uni*) devant la Cour internationale de Justice (1963)

1965-1968 Ministre conseiller à l'ambassade du Cameroun à Bonn, Allemagne (1964) et à Washington (1965-1968)

1968-1973 Représentant permanent adjoint du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies

1973-1982 Conseiller technique au Cabinet du Ministre des affaires étrangères

1973-1979 Chargé de cours sur le droit de la mer à l'Institut des relations internationales du Cameroun, Université de Yaoundé

1973-1979 Chargé de cours sur la *common law* anglaise à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM)

Ambassadeur, Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation des Nations Unies, (1984-1991, et 1996, jusqu'à son élection au Tribunal international du droit de la mer)

Conseiller principal du Cameroun dans l'affaire de la Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (*Cameroun c. Nigéria*) devant la Cour internationale de Justice (1995-1996, jusqu'à son élection au Tribunal international du droit de la mer)

Activités

Barreaux camerounais et nigérian (depuis 1959)

Membre de la délégation camerounaise à la deuxième Conférence au sommet des chefs d'État africains au Caire (Conseiller juridique) (1964), aux sessions de

l'Assemblée générale des Nations Unies (1965-1990, 1996), au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (ONU) (Président du comité de rédaction) (1966) (Président) (1967), à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (Vice-Président) (1969) (Président) (1970), au Comité ad hoc chargé de l'étude des utilisations pacifiques du fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (ONU) (Président du Sous-Comité I) (1971), au Comité des utilisations pacifiques du fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (ONU) (Président de la Première Commission) (1972-1973), à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Représentant spécial du chef de l'État camerounais à compter de 1973) (Président de la Première Commission) (1973-1982), à la Commission présidentielle sur le droit de la mer (Président) (1980-1984), au Conseil pour la Namibie (Président du Comité permanent III) (1984),

Président du Groupe africain qui a négocié la Déclaration sur la situation économique critique en Afrique à l'Assemblée générale (1984-1985) (chef de délégation) (1984-1990)

Commission des droits de l'homme des Nations Unies (Vice-Président) (1985)

Commission du désarmement des Nations Unies (Vice-Président) (1985-1988) (Président du Groupe de travail III) (1985-1988)

Conférence ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine à Lomé (Rapporteur général et chef de la délégation camerounaise) (1985)

Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement (1985-1986)

Troisième Conférence pour les annonces de contributions à la Campagne mondiale pour le désarmement (Vice-Président) (1986)

Chef de délégation à la première mission de sensibilisation du Conseil des Nations Unies pour la Namibie en Asie (Singapour) (1986)

Vice-Président de l'Assemblée générale des Nations Unies (1987-1988)

Conseil d'administration de l'UNICEF (Vice-Président du Bureau) (1989)

Association du droit international de l'environnement (Gouverneur pour la région Afrique) (1989-1996)

Délégation camerounaise au Comité consultatif (Nigéria et Cameroun) sur les questions relatives à la délimitation des frontières (1996)

Tribunal international du droit de la mer (depuis 1996)

Publications

Auteur de nombreux ouvrages et articles sur le droit international, dont *Africa's Contribution to Development of International Law: Africa and International Organizations*

Bouguetaia, Boualem (Algérie)

[Original : anglais et français]

Né le 21 septembre 1946 à Oued Rhiou (Algérie)

Marié, 3 enfants

Langues : français, anglais, arabe

Titres et diplômes

Baccalauréat

1971	Licence de droit public, Université de Paris
1973	Diplôme d'études supérieures de droit public, option Droit international, Université de Paris
1975	Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris, section Économique et financière (1975)
1979	Doctorat en droit public, option Droit international, Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne. Thèse « Les frontières méridionales de l'Algérie », avec mention

Expérience professionnelle

1972 à 1975	Chercheur-rédacteur à l'ambassade d'Algérie à Paris A collaboré aux travaux de recherche et à la rédaction du Mémoire présenté par l'Algérie à la Cour internationale de Justice, pour avis consultatif sur le Sahara occidental
1975	Membre de la délégation algérienne à la Cour internationale de Justice de La Haye (CIJ)
étés 1974, 1975 et 1981	Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye
1975-1979	Conseiller juridique au Ministère de la défense nationale
1976-1977	Membre de la délégation algérienne à la Conférence du droit humanitaire (protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève)
1980	Chargé de cours à l'Université d'Alger
1983	Avocat au barreau d'Alger
1984	Maître de conférences à la faculté de droit d'Alger
Février 1987	Élu député à l'Assemblée nationale, membre de la Commission des affaires étrangères et de la Commission des finances de l'Assemblée
Juin 1988	Élu président du Groupe parlementaire d'amitié algéro-nippon

1990	Coordonnateur du Comité ad hoc sur l'Afrique à l'Institut national d'études de stratégie globale
Novembre 1991	Élu Vice-Président de l'Association d'amitié Algérie-Japon
Octobre 1993-2001	Chef de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères (Alger)
Avril 2001	Ambassadeur d'Algérie au Sénégal, au Cap-Vert, en Gambie et en Guinée-Bissau

Participation à des conférences diplomatiques

Délégué du Secrétariat général du Ministère de la défense nationale à la Conférence sur le nouvel ordre économique et le droit international nouveau, Alger

Délégué du Secrétariat général du Ministère de la défense nationale à la discussion sur le rapport RIO du Club de Rome, Alger (1977)

Chef adjoint de la délégation algérienne à la Conférence du droit de la mer, membre de la Commission de rédaction du préambule de la Convention (1976-1980)

Représentant de l'Algérie à plusieurs congrès, conférences et symposiums internationaux

Membre de la délégation algérienne de l'Assemblée populaire nationale (APN) à l'Union interparlementaire (UIP), Bangkok, (novembre 1987), chargé de la Commission politique au Guatemala (avril 1988), à Sofia (septembre 1987) et à Budapest (du 13 au 20 mars 1990)

Chef adjoint de la délégation algérienne à l'UIP à Punta Del Este (Uruguay) (du 15 au 20 octobre 1990) et à Yaoundé (du 6 au 11 avril 1992)

Membre de la délégation du Conseil consultatif national (CCN) à l'UIP, New Delhi (avril 1993)

Membre de la délégation du Conseil national de transition (CNT) à l'UIP à Copenhague (septembre 1994) et à Madrid (avril 1995)

Membre de la délégation ministérielle à la Conférence sur les droits de l'homme, Genève (avril 1995)

Rédacteur du premier rapport algérien présenté à la Commission africaine des droits de l'homme, Ouagadougou (avril 1996)

Chef de la délégation algérienne aux négociations algéro-tunisiennes et algéro-libyennes sur les délimitations de frontières terrestres et maritimes (1994-2002)

Chef de la délégation algérienne à la Conférence internationale sur la mise en place de la Cour pénale internationale, Rome (juin-juillet 1998)

Consultant auprès de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour la rédaction des projets des instruments juridiques instituant l'Union africaine et le Parlement panafricain

Expert gouvernemental pour l'examen du Traité de l'Union africaine et du Protocole instituant le Parlement panafricain

Membre de la délégation algérienne à la Conférence de l'OUA pour l'adoption du protocole sur le Parlement panafricain, Pretoria (2000)

Chef de la mission d'observation des élections présidentielles au Togo (2003)

Représentant de l'Algérie au Symposium sur la délimitation des frontières maritimes – Tribunal du droit de la mer, Hambourg (25 et 26 septembre 2004)

Écrits et publications

Ouvrages

Les frontières méridionales de l'Algérie, Hinterland et Utī Possidetis SNED (1981), préface du doyen C. A. Colliard (Président du CERDI)

Articles (extraits de différents ouvrages)

« L'intégrité territoriale, l'intangibilité et l'autodétermination des peuples en Afrique », *Revue des sciences sociales* n° 6 SNED (1981)

« Les aspects internationaux du problème kurde », Paris 1-Sorbonne (1974)

« Le non-alignement : nécessité d'une synthèse supérieure », *El-Moudjahid* (3 mars 1976)

« L'Afrique entre la proie et l'ombre », *Révolution Africaine*, n° 1137 (19 décembre 1985) et *Algérie actualité* (20 décembre 1985)

« Le non-alignement : de l'affirmation à la confirmation des principes », colloque international de Péetrovaradin, Yougoslavie (1^{er}-3 avril 1985), publié dans la revue *Institute of International Politics and Economics*, Belgrade (1986)

« La conception algérienne de l'unité maghrébine » communication au Colloque sur le « Maghreb entre l'unité et l'unification », Alger (17 et 18 juin 1986), publiée par l'Institut des sciences politiques et des relations internationales, Alger

« Les profondeurs sahariennes de la sécurité en Méditerranée : éléments pour l'élaboration d'une politique de défense », séminaire de l'Institut national d'études de stratégie globale : « La Méditerranée au seuil du troisième millénaire, statu quo, coopération, confrontation », Alger (15 et 16 juin 1988)

**Chandrasekhara Rao, P.
(Inde)****Titres et diplômes**

Licence ès lettres, licence en droit, maîtrise de droit, doctorat en droit (Université de Madras)

Expérience professionnelle

Chargé de recherche, Société indienne de droit international (1963-1967)

Chargé de cours, Académie indienne de droit international et de diplomatie (1964-1967)

Juriste (1967-1971) et Conseiller juridique adjoint (1971-1976), Division des traités et des affaires juridiques, Ministère indien des affaires étrangères

Conseiller auprès du Gouvernement indien dans l'affaire relative à l'appel concernant la compétence du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (*Inde c. Pakistan*) devant la Cour internationale de Justice (1972)

Conseiller juridique, Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1972-1976)

Conseiller juridique suppléant, Ministère indien de l'intérieur (1984-1985)

Ministère indien des affaires juridiques et de la justice :

- Conseiller juridique adjoint (1976-1978)
- Conseiller juridique suppléant (1978-1985)
- Secrétaire associé et Conseiller juridique (1985-1987)
- Secrétaire suppléant (1987-1988)
- Secrétaire aux affaires juridiques (1988-1996)

Admis au Conseil de l'ordre des avocats de Delhi (1988)

Arbitre exclusif pour les contrats gouvernementaux (1979-1983)

Arbitre dans des affaires soumises à arbitrage commercial international

Instance d'appel pour les différends opposant le Gouvernement indien et le secteur public ou pour les différends entre entreprises du secteur public (1988-1996)

Secrétaire général fondateur de l'International Centre for Alternative Dispute Resolution, New Delhi (1995-1996)

Professeur de droit invité :

- Osmania University, Hyderabad (1994-1995)
- Kakatiya University, Warangal (1994-1995)
- Université de Madras (1995-1996)

Juge au Tribunal international du droit de la mer (depuis 1996)

Président du Tribunal international du droit de la mer (1999-2002)

Président de la Chambre spéciale constituée pour connaître de l'affaire concernant la conservation et l'exploitation durable des stocks d'espadon dans l'océan Pacifique Sud-Est

Membre

Comité de rédaction de l'*Indian Journal of International Law* (depuis 1970)

Indian Society of International Law (Vice-Président, 1994-2000)

Membre de la délégation indienne :

Négociations officieuses entre l'Inde et le Népal sur les problèmes de frontière (1969)

Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (1969-1971, 1973, 1975)

Conférence juridique internationale sur les dommages dus à la pollution des eaux de la mer, Bruxelles (1969) (représentant suppléant)

Groupe de travail de la CNUCED concernant la réglementation internationale des transports maritimes, Genève (1969)

Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (ONU), Genève (1970)

Négociations et consultations au sujet du projet de convention sur la responsabilité des dommages causés par des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, Genève (1970)

Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (ONU) (1971, 1973)

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (1972-1973)

Assemblée générale des Nations Unies (1972-1975)

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (1972, 1988-1990, 1992-1993)

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1976)

Comité juridique de l'OACI (1973)

Groupe de travail de la CNUDCI sur la réglementation des transports maritimes (1973)

Comité ad hoc sur le terrorisme international (1973)

Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies (1975)

Négociations bilatérales avec le Pakistan, Islamabad (1996)

Réunions des Ministres de la justice du Commonwealth, tenues à :

Bridgetown (1980)

Harare (1986)

Christchurch (1990)

Port Louis (1993)

Kuala Lumpur (1996)

Conseiller auprès de l'Administrateur indien de la Banque mondiale à la réunion du Comité plénier des administrateurs, tenue à Washington (1985)

Réunion ministérielle des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, Punta del Este, Uruguay (1986)

Reprise de la session extraordinaire et 113^e session ordinaire du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (1987)

Conférence annuelle du Law of the Sea Institute, Université de Hawaï (1987)

Vingt-troisième conférence annuelle du Law of the Sea Institute, Noordwijk (Pays-Bas) (1989)

Conférence des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants des terminaux de transports dans le commerce international, Vienne (Président du Comité de rédaction, 1991)

Réunion de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston (1996), (Chef de délégation)

Réunion des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (1996), (Chef de délégation)

A représenté le Tribunal international du droit de la mer aux cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, aux douzième à quatorzième Réunions des États Parties et auprès de l'Organisation juridique consultative afro-asiatique, Abuja (juillet 2002)

Ouvrages

Livres:

The New Law of Maritime Zones (1982)

The Indian Constitution and International Law (1993)

The Arbitration and Conciliation Act, 1996: A Commentary (1997)

Alternative Dispute Resolution: What it means and how it works (Directeur de publication) (1996)

The International Tribunal for the Law of the Sea: Law and Practice (Codirecteur de publication) (2000)

The Rules of the International Tribunal for the Law of the Sea: A Commentary (Codirecteur de publication) (2006)

Articles dans diverses revues périodiques et publications juridiques internationales, notamment :

Indian Journal of International Law

Heidelberg Journal of International Law

Max Planck Yearbook of United Nations Law

Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht and Völkerrecht

Max Planck Encyclopedia of United Nations Law

Annuaire de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique

Adresse

Bureau :

Tribunal international pour le droit de la mer

Am Internationalen Seegerichtshof 1

22609 Hambourg

Allemagne

Téléphone : +49-40-35607259

Télécopieur : +49-40-35607325

Courrier électronique : rao@itlos.org

Domicile :

House n° 1186

Road n° 12

Banjara Hills

Hyderabad – 500 034

(Inde)

Téléphone : +91-40-23308707

**Elzaki, Ali Mohamed
(Soudan)**

Né le 1^{er} janvier 1945

Nationalité soudanaise

État civil : marié

Adresse : Ministère de la Justice, Khartoum (République du Soudan)

Titres et diplômes

Licence en droit (obtenue avec mention), Université de Khartoum (1969)

Maîtrise en droit, Université de Londres (1983) avec spécialisation en droit maritime.

Expérience professionnelle dans le domaine juridique

Conseiller juridique, Ministère de la Justice (1971)

Conseiller juridique auprès de la Sudan Shipping Line Co. (1973-1981)

Conseiller juridique auprès de Port Services Corporation Mina Qaboos – Sultanat d'Oman (1990-1996)

Conseiller juridique auprès de nombreux ministères et sociétés (détaché par le Ministère de la Justice)

**Fomba, Salifou
(Mali)**

[Original : français]

Né le 17 juin 1954 à Dioïla (Mali)

Nationalité malienne

Marié, père de cinq enfants

Professeur de droit international à l'Université de Bamako

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies

Titres et diplômes

- | | |
|------|---|
| 1983 | Doctorat en droit international obtenu avec la mention « très bien » à l'Université de Caen (France) |
| 1979 | Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit international obtenu à l'Université de Rouen (France) |
| 1978 | Maîtrise en droit public obtenue à l'École nationale d'administration de Bamako |
| 1974 | Baccalauréat série lettres classiques obtenu au lycée Prosper Kamara de Bamako |
| 1984 | Boursier de l'Académie de droit international de La Haye. Certificat d'assiduité en droit international public |
| 1989 | Boursier du Gouvernement français à l'Institut d'administration des entreprises de Toulouse (France). Certificat de formation des conseillers en perfectionnement |
| 1989 | Boursier ONU/UNITAR du Programme de perfectionnement en droit international à La Haye et à Genève. Certificat d'assiduité en droit international public et privé obtenu à l'Académie de droit international de La Haye. Certificat de droit international délivré par la Commission du droit international de l'ONU |

Expérience professionnelle

- | | |
|-------------|---|
| 2007-2011 | Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 16 novembre 2006 |
| Depuis 2002 | Membre actif du Groupe de travail de la Commission du droit international sur « le droit relatif aux eaux souterraines transfrontières » ou « aquifères transfrontières » |
| 2002-2006 | Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York le 7 novembre 2001 |
| 2002 | Membre du Groupe de travail de la Commission du droit international sur « la responsabilité internationale en cas de perte |

	causée par un dommage transfrontière découlant d'activités dangereuses »
	Participation aux travaux de la Commission du droit international ayant abouti à l'adoption d'un Projet de principes relatifs à la répartition des pertes en cas de dommage transfrontière découlant d'activités dangereuses
1992-1996	Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 14 novembre 1991
1992-1994	Participation active aux travaux de la Commission du droit international ayant abouti à la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 mai 1997
1995-1996	Membre des Groupes de travail de la Commission du droit international sur « l'identification des activités dangereuses » et la « responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international »
Depuis 1990	Membre du Tableau international de conciliateurs au titre de la Convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes
1979	Étude du droit de la mer comme matière de base dans le cadre du diplôme d'études approfondies (DEA) en droit international public à l'Université de Rouen (France)
1985-1993	Enseignement du droit de la mer dans le cadre du cours magistral et des travaux dirigés de droit international public à l'École nationale d'administration et à l'Université de Bamako
Depuis 1985	Professeur de droit international à l'École nationale d'administration et à l'Université de Bamako
1994	Membre et Rapporteur de la Commission impartiale d'experts de l'ONU sur le Rwanda établie conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité, chargée d'examiner les informations concernant les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda, y compris d'éventuels actes de génocide Nommé par le Secrétaire général de l'ONU le 26 juillet 1994
1998-2001	Chef de la délégation des experts du Mali aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York Délégué du Mali à la Sixième Commission chargée des questions juridiques
2001	Président du Groupe des experts de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) lors des négociations concernant le

	projet de convention générale sur le terrorisme à la Sixième Commission à New York
1998-2002	Conseiller technique chargé des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères et des Maliens de l'extérieur
2000-2001	Membre de la Cellule chargée de gérer le mandat du Mali au Conseil de Sécurité de l'ONU
1992-1993	Conseiller juridique au Ministère malien des droits de l'homme Conseiller juridique au Ministère des Maliens de l'extérieur
Depuis 1993	Membre associé de l'Institut de droit et des pratiques des affaires internationales de la Chambre de commerce internationale de Paris Membre de la Société africaine de droit international et comparé
2003	Membre du Groupe d'experts du projet de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement sur le règlement pacifique des différends dans le domaine du commerce international, de l'investissement et de la propriété intellectuelle
1998	Expert consultant de la Commission européenne dans le domaine des droits de l'homme
Depuis 1994	Membre du Réseau droits fondamentaux de la personne humaine de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) – Université des réseaux d'expression française (UREF)

Publications dans le domaine du droit des cours d'eau internationaux

« Les organisations internationales fluviales en Afrique de l'Ouest : essai d'étude comparée », thèse de doctorat, Université de Caen (France) (1983)

« L'Organisation des États riverains du fleuve Sénégal : analyse des mécanismes juridiques et institutionnels », mémoire de diplôme d'études approfondies (DEA), Université de Rouen (France) (1979)

14 janvier 2008

**França Va-Dúnem, Fernando J.
(Angola)**

fernando@netangola.com

État civil

Marié avec deux enfants

Nationalité angolaise

Né à Luanda le 24 août 1934

Titres et diplômes

- | | |
|------|--|
| 1964 | Licence en droit, Université d'Utrecht (Pays-Bas) |
| 1968 | Maîtrise de droit public, Faculté de droit d'Aix-en-Provence (France) |
| 1969 | Doctorat de droit public (doctorat d'État), Aix-en-Provence (France), avec mention très bien |

Expérience professionnelle

- | | |
|-----------|---|
| 1964-1965 | Chargé de recherche, assistant du professeur Maarten Boss; École de droit international de la faculté de droit de l'université d'Utrecht (Pays-Bas) |
| 1969-1971 | Maître de conférences (droit public international, droit constitutionnel et droit administratif), Faculté de droit, Bujumbura |
| 1970-1972 | Conseiller juridique adjoint, Organisation de l'unité africaine (OUA), Addis-Abeba |
| 1972-1978 | Administrateur en chef du personnel, Organisation de l'unité africaine, Addis-Abeba |
| 1978-1979 | Représentant adjoint de l'OUA auprès de l'Organisation des Nations Unies (chargé des affaires politiques et juridiques), Genève (Suisse) |
| 1979-1982 | Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire d'Angola en Belgique, aux Pays-Bas et auprès de la CEE |
| 1982-1986 | Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire d'Angola au Portugal et en Espagne |
| 1985-1986 | Ministre adjoint des relations extérieures, Luanda |
| 1986-1990 | Ministre de la Justice, Luanda |
| 1990-1991 | Ministre de la planification, Luanda |
| 1991-1992 | Premier Ministre, Luanda |
| 1992-1996 | Président de l'Assemblée nationale (Parlement), Luanda |
| 1996-1999 | Premier Ministre, Luanda |

- 1999 Membre du Parlement (Assemblée nationale), Luanda
- 1999 Professeur de droit international et d'histoire des idées politiques, faculté de droit de l'Université catholique d'Angola
- 2004 Premier Vice-Président du Parlement panafricain, inscrit au barreau

Affiliation professionnelle

Depuis 1964, membre de la American Society of International Law

Divers

- 31 mai 1969 Thèse de doctorat sur les frontières africaines (droit international), Aix-en-Provence, avec mention très bien
- 1964 Étude sur la reconnaissance des États et les pouvoirs publics – Utreque

Domaines de spécialisation

Droit public avec spécialisation en droit international, constitutionnel et administratif (problèmes se rapportant au droit de la mer et aux frontières)

Chef de diverses délégations angolaises auprès de l'ONU, de l'OUA et de nombreuses autres organisations et conférences internationales

Membre de la délégation de l'OUA auprès de nombreuses conférences internationales

Chef de la délégation du Gouvernement angolais à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1995)

A été l'un des principaux acteurs au cours des négociations quadripartites sur l'Afrique australe qui ont abouti à l'adoption des Accords de New York le 22 décembre 1988 et des accords de l'UNAVEM

A participé à plusieurs séries de négociations sur le processus de paix en Angola

Auteur de divers articles sur le droit international, les sciences politiques et le droit constitutionnel

Langues

Portugais (langue maternelle)

Parfaite maîtrise du français et de l'anglais

Bonne compréhension de l'espagnol, du néerlandais et de l'allemand

Golitsyn, Vladimir Vladimirovitch (Fédération de Russie)

Données personnelles

Né le 27 février 1947 à Moscou

Nationalité russe

Langues : russe (langue maternelle), anglais; lit le farsi et l'espagnol

Titres et diplômes

1965-1970	Institut d'État des relations internationales de Moscou « Diplôme rouge » en affaires internationales, obtenu avec mention
1970-1975	Institut d'État des relations internationales de Moscou Études universitaires et travaux de recherche du troisième cycle
1975	Titre universitaire de candidat en sciences juridiques Institut d'État des relations internationales de Moscou
1988	Doctorat en sciences juridiques Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères

Affiliations professionnelles

À l'heure actuelle :

Membre de l'Association russe de droit international (section russe de l'Association de droit international)

Membre de l'Association russe du droit maritime international

Membre du Groupe de travail du Forum mondial sur la gouvernance des zones marines situées au-delà de la juridiction nationale

Précédemment :

Membre du Comité permanent du Forum mondial sur les océans (2004-2006)

Membre du Conseil canadien du droit international (1989-1991)

Membre de la American Society of International Law (1991-2005)

Membre de l'Association soviétique du droit international (1975-1982)

Membre de l'Association soviétique du droit maritime (1975-1982)

Expérience professionnelle

Position actuelle : professeur de droit international, Institut d'État des relations internationales, Moscou

En juillet 2007, conseiller juridique principal de la délégation de la Fédération de Russie auprès du Tribunal international du droit de la mer pour deux affaires de prompt mainlevée dont le Tribunal était saisi, l'affaire *Hoshinmaru* et l'affaire *Tominmaru*

Organisation des Nations Unies– *Fonctions officielles*

Mai 2004-février 2007	Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer
1995-2004	Attaché de liaison de la Cour internationale de Justice au Siège de l'ONU
Mars 1997-août 2003	Administrateur général juriste, Bureau du Conseiller juridique
1987-1994	Secrétaire de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins réunie en plénière et du Tribunal international du droit de la mer
Octobre 1986-février 1997	Juriste hors classe, Bureau du Conseiller juridique
1985-1996	Secrétaire du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif
1983	Secrétaire par intérim du Comité des relations avec le pays hôte
Février 1982-octobre 1986	Juriste, Bureau du Conseiller juridique

– *Principales responsabilités*

Au cours des 22 ans ou presque qu'il a passés au Bureau du Conseiller juridique du Bureau des affaires juridiques, le candidat a participé, à divers degrés, à toutes les activités relevant de la compétence de ce Bureau s'agissant de fournir des conseils sur des points de droit particulièrement complexes en vue d'appuyer les missions politiques, de maintien de la paix, de bons offices et humanitaires entreprises par l'ONU. En tant que Directeur de la Division des affaires juridiques et du droit de la mer, il a joué un rôle, dans une certaine mesure, dans quasiment tous les aspects des activités se rapportant à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, à ses accords d'application et à l'action de l'ONU, de ses institutions spécialisées et d'autres institutions dans le domaine des affaires maritimes et du droit de la mer. Le candidat a également contribué à la rédaction de plusieurs études détaillées ultérieurement présentées pour examen aux principaux organes des Nations Unies. Ces études portaient sur des domaines comme le droit de la mer, le statut juridique de divers territoires, la question de l'Antarctique, l'interprétation d'instruments réglementaires, les privilèges et immunités, etc. L'une d'entre elles a constitué un examen détaillé des questions juridiques et politiques se rapportant à l'Antarctique (plus de 100 pages imprimées) et une autre contenait une analyse détaillée des rapports entre le régime juridique établi par la Convention du droit de la mer de 1982 et celui établi par le Traité sur l'Antarctique de 1959.

Dans l'exercice des responsabilités susmentionnées, le candidat a participé à une grande diversité d'activités et de négociations juridiques délicates et complexes, notamment :

- En 1985 et en 1986, il a participé à la préparation de la Conférence de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales ainsi qu'aux travaux de la Conférence elle-même en tant que membre de la délégation de l'ONU;
- De 1987 à 1994, il a apporté une aide juridique à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et au Tribunal international du droit de la mer puis à l'Autorité internationale des fonds marins en 1995 au cours d'une période transitoire;
- En 1992 et en 1993, il a apporté une aide juridique à la Commission de démarcation de la frontière entre l'Iraq et le Koweït dans l'exercice de son mandat;
- Il a prêté concours au Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité sur des points juridiques concernant les privilèges et immunités ainsi que la sécurité et la sûreté du personnel des organismes des Nations Unies en tant qu'interlocuteur désigné et chargé de liaison, et il a participé en cette qualité aux réunions interorganisations sur des questions de sécurité;
- Il a participé aux négociations avec l'Iraq entreprises en application de la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité sur la mise en place du dispositif « pétrole contre nourriture » et a contribué par la suite à toutes les étapes de son application;
- Il a prêté concours à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) à sa vingt et unième session dans le cadre des préparatifs de la conclusion, en mai 2001, de l'Accord des routes internationales dans le Machrek arabe, premier accord signé sous les auspices de la Commission;
- Il a participé aux négociations avec la Libye et autres pays concernés au sujet des arrangements relatifs à l'application de la résolution 1192 (1998) du Conseil de sécurité se rapportant à l'affaire Lockerbie;
- Il a assisté le Secrétaire général lors de sa rencontre du 15 novembre 2002 à Genève avec les Présidents du Nigéria et du Cameroun dans le cadre du suivi de l'avis de la Cour internationale de Justice du 10 octobre 2002 portant règlement du différend frontalier entre les deux pays et il a ensuite prêté concours sur des questions juridiques à la Commission mixte Cameroun-Nigéria établie lors de cette rencontre en vue de la mise en œuvre de l'arrêt de la Cour;
- Il a participé aux consultations se rapportant à l'Accord d'Alger entre l'Érythrée et l'Éthiopie au sujet de problèmes frontaliers;
- D'avril à octobre 2006, il a prêté concours sur des points juridiques au médiateur et conseiller spécial désigné par le Secrétaire général pour aider la Guinée équatoriale et le Gabon à résoudre un différend territorial se rapportant à la frontière maritime entre les deux pays;
- Il a prêté concours sur des points juridiques se rapportant à des questions institutionnelles et de restructuration, en particulier à la révision, en 1991, des instruments statutaires du Programme alimentaire mondial (PAM), qui a abouti à l'adoption de l'arrangement donnant à ce dernier davantage de liberté et de

souplesse dans ces opérations, ainsi qu'à la mise en place du secrétariat de la Convention sur les changements climatiques;

- Il a participé en tant que principal négociateur aux négociations sur les accords devant régir les relations avec d'autres organisations et entités internationales, notamment l'Autorité internationale des fonds marins, le Tribunal international du droit de la mer, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), l'Union interparlementaire (UIP), l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO), la Cour pénale internationale et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Cette dernière a obtenu, grâce à cet accord, le statut d'institution spécialisée des Nations Unies.
- *Représentation de l'ONU, de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer et du Bureau des affaires juridiques auprès de grandes réunions se rapportant aux affaires maritimes et au droit de la mer au cours des trois dernières années*
- Dixième session anniversaire de l'Autorité internationale des fonds marins tenue à Kingston du 22 au 28 mai 2004
 - Quatre-vingt-douzième session du Conseil de l'Organisation maritime internationale, tenue à Londres du 20 au 25 juin 2004
 - Conférence internationale sur la biodiversité, la science et la gouvernance, tenue à Paris du 23 au 28 janvier 2005
 - Vingt-sixième session du Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et réunion ministérielle spéciale, tenues à Rome du 6 au 12 mars 2005
 - Quatrième réunion des organisations de pêche régionales, tenue à Rome le 14 mars 2005
 - Conférence internationale « The Future of Marine Biodiversity, The Known, Unknown and Unknowable (KUU) », tenue au Scripps Center for Marine Biodiversity and Conversation à San Diego (États-Unis) le 22 avril 2005
 - Vingt-quatrième session de l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale, tenue à Londres du 19 au 24 novembre 2005
 - Troisième Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles, tenue à Paris du 22 au 27 janvier 2006
 - Colloque international à l'occasion du dixième anniversaire du Tribunal international du droit de la mer, tenu à Hambourg (Allemagne) les 30 septembre et 1^{er} octobre 2006
 - Deuxième réunion intergouvernementale d'examen du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, tenue à Beijing du 16 au 20 octobre 2006
 - Quatre-vingt-dix-septième session du Conseil de l'Organisation maritime internationale, tenue à Londres du 5 au 10 novembre 2006

Ministère des affaires étrangères de l'ex-Union soviétique

Fonctions officielles

Juillet 1979-février 1982	Chef de la Division du droit public international, Département des affaires juridiques et des traités
1979-1982	Membre du Groupe de travail interorganisations du Conseil des ministres sur l'Arctique et le Spitzberg
1976-1980	Membre du Groupe de travail interorganisations du Soviet suprême chargé de l'élaboration de projets de loi sur la mer territoriale et la zone de pêche
Juillet 1975-juin 1979	Expert juridique au Département des affaires juridiques et des traités

Principales responsabilités

En tant qu'expert juridique puis en qualité de chef de la Division du droit public international du Département des affaires juridiques et des traités du Ministère des affaires étrangères, le candidat a participé à la négociation d'affaires complexes à caractère délicat se rapportant aux frontières terrestres et maritimes avec les pays voisins, aux pêches, à la navigation et aux aspects juridiques environnementaux ainsi qu'à des questions relatives au régime juridique de l'Arctique et de l'Antarctique.

En qualité de chef ou de membre de la délégation soviétique, il a participé à diverses conférences et réunions, notamment à celles qui suivent :

- Consultations bilatérales avec la Zambie, le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie sur des affaires se rapportant au droit de la mer, tenues à Lusaka, Nairobi, Maputo et Dar-es-Salaam en août et septembre 1975;
- Réunion des parties consultatives au Traité sur l'Antarctique au sujet des ressources minérales, tenue à Paris en juillet 1976;
- Neuvième Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique, tenue à Londres en septembre 1977;
- Réunion préparatoire spéciale sur les ressources biologiques marines de l'Antarctique, tenue à Canberra en février 1978;
- Dixième Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique, tenue à Washington en septembre 1979;
- Conférence sur les ressources biologiques marines de l'Antarctique, tenue à Canberra en mai 1980;
- Réunion des États participant à la Conférence de Canberra sur les questions d'organisation relatives à la mise en place des organes de la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, tenue à Hobart (Australie) en septembre 1980;
- Réunion des Parties consultatives au Traité sur l'Antarctique au sujet des ressources minérales, tenue à Buenos Aires en mars 1981;

- Réunions d'experts venus d'Union soviétique, de Bulgarie, de Hongrie et de Tchécoslovaquie sur le régime juridique gouvernant l'utilisation de la voie fluviale Rhin-Danube, tenues de 1979 à 1981 à Varna, Prague, Budapest et Odessa;
- Négociations bilatérales avec la Norvège et la Suède sur la délimitation du plateau continental et des zones maritimes, tenues à Moscou, Oslo et Stockholm.

Exposés récents sur des questions se rapportant aux affaires maritimes et au droit de la mer

Compte tenu de ses connaissances spécialisées des questions se rapportant au statut juridique des zones polaires, le candidat a été invité en janvier 1985 à participer à l'Atelier international sur les systèmes de traités concernant l'Antarctique (politiques et droit, ressources et environnement, science, institutions), tenu à la station antarctique nord-américaine du glacier Beardmore (montagnes transantarctiques) et, pour une session d'une journée, à la station du pôle Sud.

« Activités récentes et futures de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies », colloque sur la délimitation maritime tenu au Tribunal international du droit de la mer à Hambourg (Allemagne) le 27 septembre 2004

« Fonctions et activités futures de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer des Nations Unies », réunions du Conseil d'administration et du Comité des directeurs de l'Institut international des océans tenues à Portorose (Slovénie) du 11 au 15 octobre 2004

Atelier « The Future of Marine Biodiversity, The Known, Unknown and Unknowable (KUU) » du groupe de travail institutions et gouvernance, présentation et participation à l'établissement du rapport final, tenu à San Diego (États-Unis) au Scripps Institution of Oceanography (SIO) du 5 au 7 mars 2005

Table ronde consacrée à la conciliation de l'exploration, de l'exploitation et de la préservation de la biodiversité des mers profondes, colloque de Port-Cros 3 (La biodiversité des mers profondes) tenu à Porquerolles (France) du 5 au 7 octobre 2005

« Statut des zones économiques exclusives et du plateau continental dans le monde : délimitation, évaluation et gestion », Conférence internationale sur la politique océanique intégrée : expériences, perspectives et pratiques de gestion nationales et régionales, Forum mondial tenu à Lisbonne du 11 au 15 octobre 2005

« Biodiversité marine : une perspective juridique », colloque sur la biodiversité, organisé et parrainé par Pfizer à New York (États-Unis) le 15 novembre 2005

« Questions se rapportant aux zones maritimes situées au-delà de la juridiction nationale », modérateur du groupe d'experts, troisième Conférence mondiale sur les océans, les côtes et les îles du Forum mondial, tenue à Paris du 23 au 26 janvier 2006

« Assistance du Fonds d'affectation spéciale devant aider les États en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, à préparer les dossiers destinés à la Commission des limites du plateau continental, conformément à l'article 76 de la Convention des

Nations Unies sur le droit de la mer », stage de formation organisé par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer sur l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à l'intention du personnel technique et administratif des États côtiers en développement, à Colombo (pour les États côtiers en développement de l'océan Indien) du 17 au 23 mai 2005 et à Buenos Aires (pour les États côtiers en développement d'Amérique latine et des Caraïbes) du 8 au 12 mai 2006

« Politique, droit et gestion des océans », table ronde organisée dans le cadre du vingt-sixième programme de formation à la gestion des océans de l'Institut international de l'océan à Halifax (Canada) du 19 au 21 juillet 2006

« Formation à la gestion des océans : création de synergies aux fins du renforcement des capacités grâce à la collaboration entre multiples partenaires », président du Groupe de partenaires et déclaration liminaire, deuxième Réunion intergouvernementale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, tenue à Beijing le 17 octobre 2006

« Future Global Legal Order » (futur ordre juridique mondial), table ronde organisée au cours de l'atelier « A stronger and more prosperous world through secure and accessible seas », tenu au Naval War College à Newport (États-Unis) les 31 octobre et 1er novembre 2006

« Rôle du Tribunal international du droit de la mer », exposé présenté conjointement avec le Président du Tribunal lors de la séance de questions et réponses organisée par la Mission de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (États-Unis) le 6 décembre 2006

« Application et mise en œuvre de la loi protégeant l'écosystème de la Méditerranée et de la mer Noire », président de la quatrième session et déclaration liminaire, Conférence internationale sur la protection et le développement durable de l'écosystème de la Méditerranée et de la mer Noire, tenue à Venise (Italie) du 24 au 26 mai 2007

« Tour d'horizon des questions d'une importance critique se rapportant au droit de la mer et aux affaires maritimes », présentation et séance d'information à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des océans et du séminaire sur les vagues de changement, organisées par l'Institut international des océans à St-Petersbourg en Floride (États-Unis) les 8 et 9 juin 2007

« Nouvelles tendances du développement du droit maritime international », conférence internationale intitulée « Le centenaire de la Conférence de La Haye et les 50 ans de l'Association russe de droit international » tenue à Moscou du 3 au 6 juillet 2007

« Principaux défis se posant aux villes portuaires de la Méditerranée : une perspective de droit maritime », premier Congrès de Cantieri Mediterraneo (ContiMed) tenu à Gênes (Italie) du 18 au 20 octobre 2007

« Associer les femmes et les jeunes à une gestion fondée sur l'écosystème, à la bonne gouvernance et aux questions de sécurité dans la région de la Méditerranée et de la mer Noire », Pacem in Maribus XXXII « Vagues de changement : les femmes, les jeunes et la mer », partenariat pour la protection du milieu marin et l'exploitation durable de ses ressources, Malte (5-8 novembre 2007)

Conférences

- 1977-1980 Chargé de cours invité à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou
- 1975-1981 A donné des séminaires de droit international aux facultés de droit, diplomatique et économique de l'Institut d'État des relations étrangères de Moscou
- Depuis 2007 Professeur de droit international à l'Université d'État des relations internationales de Moscou

Ouvrages

Auteur de plus d'une trentaine d'articles publiés dans des revues juridiques, des dictionnaires de droit international et les annales de colloques, conférences et ateliers internationaux sur la théorie du droit international, l'Antarctique, le droit de la mer et le droit de l'environnement, notamment :

Livres

Antarctique : tendances du développement du régime international, Affaires étrangères, Moscou (1989)

Antarctique : régime international, Affaires étrangères, Moscou (1983)

Les États sans littoral et le droit de la mer international, Affaires étrangères, Moscou (1978)

Articles

« Travaux de la Commission des limites du plateau continental », annales du Colloque international sur les aspects scientifiques et techniques de la démarcation des limites extérieures du plateau continental au-delà de 200 milles marins tenu à Tokyo les 6 et 7 mars 2006

« Aspects juridiques de l'exploitation et de la conservation des ressources de la zone des fonds marins et de son sous-sol », annales de l'atelier international sur les ressources des fonds marins et de leur sous-sol, les aspects juridiques, scientifiques et économiques de leur exploitation et de leur conservation tenu à Buenos Aires le 15 mai 2006

« Le renforcement des capacités : le point de vue de l'ONU », Actes de la trentième Conférence sur le droit de la mer (droit, science et gestion des océans) organisée par l'Université de Virginie à Dublin du 12 au 14 juillet 2006

« Commentaries on articles 4-8 of the Statute of the International Court of Justice » (avec Patricia Georget et Ralph Zacklin) in *A Commentary. The Statute of the International Court of Justice*, publié sous la direction d'Andreas Zimmermann, Christina Tomschat et Karin Oellers-Frahm, Oxford University Press (2006)

« Relations entre les institutions relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et d'autres institutions internationales », Conférence internationale sur l'ordre juridique régissant les océans au tournant du siècle, organisée par Kluwer Law International à Oslo à l'Institut Fridtjof Nansen du 7 au 13 août 1998

« La coopération régionale dans l'Arctique », Questions de politique marine, Moscou (juillet 1989)

« Zones, fleuves, pêches polaires », Encyclopédie juridique, Affaires internationales, Moscou (1986)

« La question de l'Antarctique », échange de vues, actes du troisième colloque interdisciplinaire Antarctic Challenge « Conflits d'intérêts, coopération, protection de l'environnement, développement économique » organisé à Kiel (Allemagne) du 7 au 12 juillet 1987, Duncker et Humblot, Berlin

« La question de l'Antarctique », échange de vues, actes du deuxième colloque international Antarctic Challenge, organisé à Kiel (Allemagne) du 17 au 21 septembre 1985

« Zones, détroits, fleuves et zones adjacentes polaires », Glossaire de droit international, Affaires internationales, Moscou (1982)

« Réglementation juridique internationale de la conservation et de l'exploitation des ressources biologiques marines de l'Antarctique », Pêches internationales (Mezduranordnoye rybolovstvo), Questions de droit international no 12, Moscou (1980)

« Questions d'interprétation du Traité sur l'Antarctique », L'État soviétique et le droit, revue, no 8, Moscou (1978)

« L'Antarctique : zone de coopération pacifique », Vie internationale, revue no 8, Moscou (1978)

« L'Antarctique : zone de coopération pacifique », publication « L'État soviétique et le droit maritime international », Institut d'État et de droit de l'Académie des sciences (Sbornik « Sovetskoe Gosurdartsvo y Provo » Institut Gosudarstva y Prava Akademii Nauk), Moscou (mars 1977)

« Les États sans littoral et la question des limites de la juridiction des États côtiers », *Éléments de droit international et de navigation commerciale internationale* (Materialy po Morscomu Pravu y Mesdunarodnomu Torgovomu Moreplavaniu), n° 8, Moscou (1976)

« La liberté du transit en droit international », *Actes de la conférence scientifique sur les relations internationales*, Institut d'État de relations internationales de Moscou (Materialy Nauchnoy Konferenzii po Mezhdunarodnim Otnosheniyam), Moscou (juillet 1975)

« Développement du droit d'accès à la mer des États sans littoral », *Éléments de droit international et de navigation commerciale internationale* (Materialy po Morscomu Pravu y Mesdunarodnomu Torgovomu Moreplavaniu), n° 7, Moscou (1975)

« Les zones franches et les États sans littoral », *Droit et pratiques maritimes*, n° 34 (303) (Morskoe pravo y practica), Moscou (1975)

**Jesus, José Luis
(Cap-Vert)**

Né le 20 septembre 1950 au Cap-Vert

Nationalité cap-verdienne

Courriel : joseluis.jesus@yahoo.com

Langues

Portugais (langue maternelle)

Anglais (le parle, lit et écrit couramment)

Français (connaissance pratique)

Espagnol (connaissance pratique)

Titres et diplômes

Diplôme en droit, faculté de droit de l'Université classique de Lisbonne

Certificat de droit international (Université Saint John's, New York)

Maîtrise ès administration publique et sciences politiques (Université Saint John's, New York)

Participation à des stages de formation et séminaires spécialisés

Séminaire sur le droit international public à l'Académie de La Haye (1981)

Séminaire sur l'élaboration de traités et autres accords internationaux organisé par l'UNITAR à New York (1984)

Divers séminaires sur le droit humanitaire international parrainés par la Croix-Rouge internationale (New York University)

Fonctions occupées dans des instances internationales

Juge au Tribunal international du droit de la mer à Hambourg (Allemagne) depuis octobre 1999 (voir www.itlos.org)

Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs (Afrique centrale) (1995)

Consultation juridique

Timor-Leste : rédacteur juridique – lois sur les pêches et la quarantaine dans le cadre d'un projet du Ministère des pêches, de l'agriculture et des forêts financé par la Banque mondiale (2002-2004)

Mozambique : conseiller juridique de la FAO aux fins de la rédaction et de la révision des lois sur la pêche (projet financé par la FAO) (2002-2003)

Angola : conseiller juridique de la FAO aux fins de la rédaction et de la révision des lois sur la pêche (projet financé par la FAO) (2003-2004)

Fonctions occupées dans des instances nationales

Ministre cap-verdien des affaires étrangères et des communautés (1998-1999)

Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération (1996-1998)

Représentant permanent du Cap-Vert auprès de l'Organisation des Nations Unies (1991-1994)

Ambassadeur du Cap-Vert au Portugal, en Espagne et en Israël (1994-1996)

Présidence d'instances internationales*Organes à vocation juridique*

Président de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1987-1995)

Président du Groupe des 77 pour le droit de la mer (1986)

Vice-Président de la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies

Autres organes

Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (juillet 1992 et novembre 1993)

Président de la Commission spéciale du Conseil de sécurité pour l'Angola (1992)

Président du Groupe des États d'Afrique à l'ONU (1986)

Participation à des réunions internationales

A représenté le Cap-Vert pendant 13 ans dans des réunions juridiques et autres tenues à l'ONU

Chef de la délégation cap-verdienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1982)

Chef de la délégation cap-verdienne aux réunions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1995) – A assuré pendant neuf ans la présidence de la Commission préparatoire

Chef de la délégation cap-verdienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (Vienne, 1986)

Représentant du Cap-Vert à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies (1979-1994)

A représenté le Cap-Vert et participé activement aux réunions de divers groupes de travail et comités de l'Organisation des Nations Unies sur des questions d'ordre juridique (1979-1994)

Délégué à diverses conférences et réunions sur différents sujets organisées par l'ONU ou autres conférences organisées aux niveaux régional et international

Représentant du Cap-Vert à diverses réunions des pays non alignés, auprès de l'OUA et de la CESA

Activités menées au Cap-Vert dans le domaine du droit

Président de la Commission nationale chargée de la délimitation des frontières maritimes (1987-1999)

Conseiller juridique de la Mission permanente du Cap-Vert auprès de l'Organisation des Nations Unies pendant 13 ans

Rédacteur de la législation cap-verdienne sur le droit de la mer (1992)

Conférences sur des questions de portée internationale

Conférence sur le droit de la mer donnée à l'occasion d'un séminaire organisé à l'intention des diplomates cap-verdiens à Praia (1981)

Conférence sur les pratiques des États africains dans le domaine du droit de la mer (Université de Virginie, réunion tenue à Lisbonne)

Conférence consacrée à l'universalité de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Université de Kiel (République fédérale d'Allemagne) (1990)

Conférence sur l'achèvement des travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Université de Hawaii et Tokyo (1990)

Conférence sur le thème « Le droit de la mer international – historique et évolution contemporaine », American Defense College, Washington (1992 et 1994)

Conférence sur le thème « Évolution récente du droit de la mer », Marymount College, New York (1992)

Conférence sur le thème « Le droit international : évolution et incidence sur le renforcement de la justice entre nations », séminaires diplomatiques, Praia (1992)

Conférence sur le thème « La négociation à l'Organisation des Nations Unies : le rôle des groupes », séminaire organisé par l'UNITAR à l'intention des jeunes diplomates (1992)

Conférence sur le thème « Assistance humanitaire et droit international », West Sussex (Royaume-Uni) (1992)

Conférence portant sur quelques-uns des aspects majeurs des travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Tokyo (13 janvier 1995)

Conférence sur les travaux du Tribunal international du droit de la mer, tenue à la faculté de droit de l'Université classique de Lisbonne (2002)

Conférence sur les travaux du Tribunal international du droit de la mer, tenue au Mozambique à l'Institut du droit de la mer (2003)

Conférence sur les aspects concrets de la démarcation des frontières maritimes – l'exemple du Cap-Vert, tenue au Mozambique à l'Institut du droit de la mer (2003)

Conférence sur la piraterie et le terrorisme en mer organisée par le Max Plank Institute et l'Institut du droit de la mer et du droit maritime de l'Université de Hambourg (2003)

Conférence sur les procédures d'urgence et les avis consultatifs au Tribunal international du droit de la mer, tenue à Dakar (2006)

Membre du groupe sur le droit de la mer (Conférence Pacem in Maribus tenue à Malte en septembre 1987)

Membre du groupe chargé des minéraux des fonds marins, American Society of International Law, Washington (décembre 1988)

Présidence de groupes chargés de questions touchant le droit de la mer

Président du groupe chargé de questions touchant le droit de la mer, Qatar (1994)

Président du groupe chargé des revendications territoriales concernant des îles, Séoul (2006)

Activités pédagogiques

A donné des cours d'été sur divers sujets se rapportant au droit de la mer à la Rhodes Academy of International Law (Grèce) (2001, 2002 et 2003)

A enseigné le droit international et le système de sécurité collective de l'ONU à des étudiants préparant une maîtrise ès sécurité internationale à la faculté de droit et de sciences sociales (Cap-Vert) (2007)

Ouvrages

« The practice of African States in the field of law of the sea » (Center for Oceans Law and Policy, Université de Virginie – Actes du séminaire (avril 1990)

« The Work of the Preparatory Commission for the International Seabed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea and the 1982 United Nations Law of the Sea Convention », International Challenges – vol. 10, no 3, Norvège (1990)

« The Universality of the Law of the Sea Convention » – Actes d'un colloque multidisciplinaire tenu à l'Institut de droit international de Kiel (République fédérale d'Allemagne) (1990)

« Deep Seabed Mining – the Work of the Preparatory Commission » – Actes de la quatre-vingt-deuxième Réunion annuelle de l'American Society of International Law, Washington (1988)

« Recent developments in the Law of the Sea and the accomplishments of the Preparatory Commission for the International Tribunal Seabed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea » [dans International Challenges – vol. 13, no 81 (1993), Institut Nansen (Norvège)]

« Humanitarian Intervention versus State Sovereignty », Liber amicorum en hommage à Gunther Jaenicke à l'occasion de ses 85 ans, Berlin. New York : Springer (1998)

« Les ressources de la mer ne sont pas inépuisables », Chronique de l'ONU, no 4 (2002)

« Rocks, New-Born Islands, Sea-Level Rise and Maritime Space », Liber Amicorum en hommage à Tono Eitel, publié en 2003 par le Max Plank Institute, Springer, Berlin, Heidelberg et New York

« Protection of Foreign Ships against Piracy and Terrorism at Sea: Legal Aspects », The International Journal of Marine and Coastal Law, vol. 18, no 3, p. 363 à 400, Kluwer Law International (2003)

Coauteur de l'ouvrage The Rules of the International Tribunal for the Law of the Sea: A Commentary, Leiden, Boston : Martinus Nijhoff Publishers (2006)

Affiliation

Membre de l'Association du barreau du Cap-Vert

**Kanu, Allieu Ibrahim
(Sierra Leone)**

124 Shirley Lane, White Plains, NY 10607

Domicile : 1-914-946-9551

Bureau : 1-212-688-1656

Titres et diplômes

- 1978-1982 Licence en droit (LL.B), Council of National Academic Awards, Thames Valley University, Londres
- 1972-1973 Maîtrise ès sciences sociales et diplômes d'études internationales, Université de Southampton (Angleterre)
- 1966-1970 Maîtrise ès relations internationales (avec mention) et diplôme de sciences sociales, U.S.L. de Prague
- Thèse : « The Law of Treaties and *Jus Cogens* »

Autres études

- 2001 Certificat de diplomatie préventive (ONU), Université Columbia, New York
- 2001 Diplôme de droit international public (avec mention), Institut de droit international public et des relations internationales, Thessalonique (Grèce)
- 1997 Cours d'un trimestre consacré au droit international et aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, University of East London (Angleterre)
- 1982-1983 Barreau : épreuve finale – diplôme d'avocat stagiaire, Council of Legal Education (Angleterre)
- 1976-1977 Assistant de recherche, Département de politique, Université du Manitoba (Canada)

Expérience professionnelle

Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de la Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies depuis janvier 1999

- Représente la Sierra Leone à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale
- Représente la Sierra Leone dans toutes les activités juridiques de l'ONU (par exemple, groupes de travail pour la Charte des Nations Unies, le renforcement du rôle de l'Organisation ou la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international) et dirige la délégation sierra-léonaise aux réunions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale
- A dirigé les négociations en vue de la création du Tribunal spécial pour la Sierra Leone à l'ONU à New York

- A dirigé la délégation sierra-léonaise aux dixième à quatorzième Réunions des États parties à la Convention sur le droit de la mer de 1982
- Représente la Sierra Leone depuis 1999 au sein du Groupe de travail spécial sur le crime d'agression
- Représente la Sierra Leone au sein du Groupe de travail sur le terrorisme international
- Assiste aux réunions du Groupe des État d'Afrique, du Groupe d'experts de la CESAO et du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien
- A représenté la Sierra Leone à la Commission des droits de l'homme à Genève en 2003
- A assuré la vice-présidence de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de 1998 de la Cour pénale internationale
- A assuré la vice-présidence de la douzième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982
- A assuré la présidence de la quatorzième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982
- A assuré la vice-présidence de la Commission juridique de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-huitième session
- A dirigé Southwark Afro-Caribbean Monitoring Rights, UK, de février 1984 à décembre 1998
- Assure la promotion des droits fondamentaux du groupe des personnes de souche afro-caraïbe et veille à ce que ces droits soient respectés
- Fournit des conseils et rédige des documents juridiques. A également participé à des procès
- A contesté certaines décisions d'autorités administratives du Royaume-Uni (examen judiciaire)
- A été Greffier adjoint du West African Exams Council (Sierra Leone) de juillet 1975 à août 1976
- Chargé de cours sur la politique et les relations internationales, Université de Sierra Leone (de janvier 1974 à juillet 1976)

Publications et conférences

« A proposal for the Proclamation of 17 July as "World Justice Day" » – *Chinese Journal of International Law* (3), p. 471 et 472 (2004)

« The Legal Basis of the Special Court for Sierra Leone » (avec Giorgia Tortora) – *Chinese Journal of International Law* (3), p. 515 à 552 (2004)

« The Special Court for Sierra Leone: An Experiment in International Criminal Justice », *West Africa Magazine*, Londres (avril 2002)

« The ICC: Only the Guilty Need Fear the Court », *West Africa Magazine*, Londres (août 2002)

« Justice and Healing in Sierra Leone », *West Africa Magazine*, Londres (25 novembre 2002)

Post Conflict Justice – the Special Court for Sierra Leone, Université Duke (Caroline du Nord) (avril 2002)

Orateur principal à la Conférence « L'ONU mise en scène » d'Arrowhead, « United Nations Reform: Prospects and Challenges », Minnesota State University Southwest, Marshall, Minnesota (avril 2002)

« Africa, a Continent in Crisis », Kent State University, Cleveland (Ohio) (février 2001)

Affiliations professionnelles et autres

Honourable Society of Middle Temple

Société africaine de droit international et comparé

A présidé le Forum for the restoration of democracy and human rights in Sierra Leone (NAFORD) (1992-1998)

Marotta Rangel, Vicente (Brésil)

Membre du Tribunal depuis le 1^{er} octobre 1996; réélu le 1^{er} octobre 1999

Né à São Paulo (Brésil) le 14 mars 1924

Titres et diplômes

1946	Licence en droit, faculté de droit de l'Université de São Paulo
1949	Brevet en terminologie juridique, Institut de droit comparé, Université de Paris
1950	Doctorat d'université, Université de Paris
1954	Doctorat en droit, faculté de droit de l'Université de São Paulo
1960	Participant, Centre d'études et de recherches en droit international et relations internationales, Académie de droit international de La Haye
1972-1973	Universitaire invité, faculté de droit de l'Université Columbia
Juillet 1973	Universitaire invité, Parker School (droit étranger et droit comparé), Université Columbia

Expérience professionnelle

1954-1964	Assistant, Université de São Paulo
1963-1967	Chargé de cours, Université de São Paulo
1967-1994	Professeur titulaire, Université de São Paulo
1970-1982	Chef du Département de droit international, Université de São Paulo
1982-1986	Directeur de la faculté de droit, Université de São Paulo
1976	Chargé de cours, Institut de droit international public, Thessalonique (Grèce)
1983	Chargé de cours, UNITAR, stage de formation régional au droit international (Buenos Aires)
1985	Chargé de cours, Académie de droit international de La Haye
1990-1993	Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères
1990-1993	Professeur à l'Université de Brasilia
1978-1990	Membre du jury d'examen, cours d'études supérieures, Institut Rio Branco, École de diplomatie
1974-1977	Membre de la délégation brésilienne à la Conférence diplomatique sur le droit humanitaire, Genève
1973-1982	Membre de la délégation brésilienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
1995	Chef de la délégation brésilienne à la Conférence diplomatique pour l'adoption du projet de convention d'UNIDROIT sur le retour international des biens culturels volés ou illicitement exportés, Rome

1994-1997 Directeur du département juridique de l'Agence spatiale brésilienne

Depuis 1979 Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye
(groupe brésilien)

Affiliations professionnelles

Institut de droit international

American Society of International Law

Association de droit international

Institut hispano-luso-américain de droit international

Tribunal d'arbitrage (MERCOSUR)

Cour permanente d'arbitrage, La Haye (groupe brésilien)

Association Henri Capitant (groupe brésilien)

Société française pour le droit international

Association argentine de droit international (correspondant)

Distinctions honorifiques

Médaille d'argent décernée par l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique française

Membre honorifique du Conseil d'administration d'UNIDROIT (1999)

Doctorat *honoris causa*, Université Columbia (1999)

Publications

Auteur de nombreux ouvrages, articles, monographies et communications concernant le droit international public et privé, les organisations internationales et le droit de la mer, notamment :

« Le droit de la mer dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice », *Thesaurus Acroasium*, vol. VII, Thessalonique (1977)

« The Technological Impact on the Law of the Sea » (1981)

« Le plateau continental dans la Convention de 1982 sur le droit de la mer », *Recueil des cours*, La Haye (1985) (V);

« L'équité en droit international » (1989);

« Public International Law: The Last Five Decades », *A Panorama of Brazilian Law*, Université de Miami (1992)

« Les navires dans le droit international : questions préliminaires » (en portugais) (2002)

« Droit de la mer : problèmes contemporains » (en portugais) (2004); « Les droits de l'homme et le droit de la mer : points de convergence » (en portugais) (2005)

Nandan, Satya N.
(Fidji)

Né à Suva (Fidji) le 10 juillet 1936

Carrière

1996-2008	Élu Secrétaire général de l’Autorité internationale des fonds marins en 1996, réélu en 2000 et en 2004
1994-1996	Premier Président de la Réunion des États Parties à la Convention sur le droit de la mer. A organisé la première élection des juges du Tribunal international du droit de la mer
1994-1996	Représentant de Fidji auprès de l’Autorité internationale des fonds marins
1993-1995	Président de la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s’effectuent tant à l’intérieur qu’au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs, qui a débouché sur l’Accord sur les stocks de poissons de 1995
1993-1996	Ambassadeur et Représentant permanent de Fidji auprès de l’Organisation des Nations Unies et Conseiller en droit international auprès du Gouvernement fidjien
1993-1994	Coordonnateur des consultations informelles (Boat Paper Group), au cours desquelles a été négocié et rédigé l’Accord relatif à l’application de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adopté par l’Assemblée générale des Nations Unies le 28 juillet 1994
1990-1992	A organisé les consultations du Secrétaire général de l’ONU sur les questions restées en suspens se rapportant à la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982
1983-1992	Représentant spécial du Secrétaire général pour la Commission préparatoire de l’Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer
1983-1992	Secrétaire général adjoint aux affaires maritimes et au droit de la mer et Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer
1981-1983	Secrétaire fidjien aux affaires étrangères. A participé à diverses réunions organisées aux niveaux régional et mondial ainsi qu’aux réunions des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth
1976-1981	Ambassadeur auprès de la CEE et en Belgique (également accrédité en tant qu’ambassadeur en France, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas). A participé à la négociation de trois Conventions de Lomé successives entre le groupe des États d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP) et la CEE

- 1973-1982 Chef de la délégation fidjienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Rapporteur de la Deuxième Grande Commission (le droit de la mer traditionnel) et Président ou Coordonnateur d'un certain nombre de groupes de négociation officiels et officieux de la Conférence
- 1975 – Coprésident d'un groupe de négociation officieux sur les détroits servant à la navigation internationale
- 1978 – Président d'un groupe de négociation sur la politique en matière de production s'agissant de l'exploitation minière des grands fonds marins
- 1977 Président du quatrième groupe de négociation de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
- 1970-1973 Chef de la délégation fidjienne au Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier les utilisations pacifiques du fonds des mers au-delà des limites de la juridiction nationale (Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer)
- 1970-1976 Conseiller, puis Ambassadeur et Représentant permanent de Fidji auprès de l'Organisation des Nations Unies. Représentant de Fidji de la vingt-septième à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi qu'aux sessions extraordinaires de cette dernière et à diverses conférences des Nations Unies. Représentant de Fidji auprès de grandes commissions (juridique, politique, de la décolonisation et du désarmement), ainsi que du Comité des 24
- 1966-1970 Avocat dans un cabinet privé à Suva (Fidji)
- 1966 Admis à la Cour suprême de Fidji en tant qu'avocat et avoué
- 1964 Admis au barreau anglais

Autres activités

- 1996-2001 et depuis 2005 Président du Conseil d'administration de l'École internationale des Nations Unies (New York)
- 1997-2000 Président de la Conférence multilatérale qui a adopté la Convention sur la préservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans l'océan Pacifique central et occidental
- 1997-2000 Membre du Groupe consultatif international de l'Autorité maritime et portuaire de Singapour
- 2004-2008 Membre du Comité consultatif de sélection du programme Pew Fellows en conservation marine

Titres et diplômes

	Études au D.A.V. College de Fidji, au John McGlashan College de Dunedin (Nouvelle-Zélande) et aux universités de Wellington et de Londres
1964	Admission au barreau, Lincoln's Inn, Londres
1965	Licence en droit (avec mention), Université de Londres
1965	Droit international et affaires internationales, Institute of World Affairs, Université de Londres
1992-1993	Professeur invité (Distinguished Visiting Fellow), US Institute of Peace, Washington
1995	Doctorat en droit <i>honoris causa</i> de la Memorial University de Terre-Neuve (Canada)
1996	Doctorat en droit <i>honoris causa</i> de l'Université du Pacifique Sud à Fidji
2007	Prix Onassis (Distinguished Scholar), Rhodes Academy of Ocean Law and Policy, Rhodes (Grèce)

Distinctions honorifiques

1978	Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique (Fidji)
1996	Grand Croix de l'Ordre du mérite de la République fédérale d'Allemagne
2001	Compagnon de l'Ordre de Fidji

Publications

Principaux ouvrages se rapportant au droit de la mer

A dirigé la publication d'une série de six volumes de commentaires, article par article, des dispositions de la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer, Center for Oceans Law and Policy, Université de Virginie, Martinus Nijhoff Publishers

A assuré la publication et contribué au volume II se rapportant à la mer territoriale et à la zone contiguë, au passage inoffensif, aux détroits servant à la navigation internationale, aux États archipels, à la zone économique exclusive et au plateau continental (1 040 p.); au **volume III** se rapportant à la haute mer en général, à la conservation et à la gestion de ses ressources biologiques, au régime des îles, aux mers fermées ou semi-fermées, au droit d'accès des États sans littoral à la mer et depuis la mer et à la liberté de transit (687 p.); au **volume VI** se rapportant au régime applicable à l'exploitation des ressources des fonds marins (Partie XI et annexe III) et à l'Accord de 1994 relatif à l'application de la Partie XI – Principes régissant la zone, la mise en valeur de ses ressources, l'Autorité et ses organes, l'entreprise, l'organisation financière de l'Autorité, le régime juridique, les privilèges et immunités, le règlement des différends et les avis consultatifs, les dispositions de base régissant la prospection, l'exploration et l'exploitation (1 016 p.)

Autres publications et présentations

The Work of the International Seabed Authority and Its Relationship with the Tribunal, célébration du dixième anniversaire de la création du Tribunal international du droit de la mer, Hambourg (Allemagne) (29 septembre 2006), voir www.itlos.org

Regulations for Prospecting and Exploration of Polymetallic Nodules – atelier sur les aspects scientifiques, juridiques et économiques de l'exploitation minière marine, Institut de l'exploitation minière sous-marine, Kiel (Allemagne) (septembre 2006)

The International Seabed Authority and the Promotion of Marine Scientific Research, trentième conférence annuelle sur le droit de la mer, tenue à Dublin du 12 au 14 juillet 2006. Actes publiés par le Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie, Martinus Nijhoff Publishers (2006)

The Authority, its Mining Regulations and the Protection of the Biodiversity in the Deep Seabed – huitième session de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique (débat ministériel), tenue à Curitiba (Brésil) du 26 au 29 mars 2006

Some Suggestions Towards Better Implementation of the United Nations Agreement on Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks of 1995 – avec Michael W. Lodge, *The International Journal of Marine and Coastal Law*, vol. 20, n^{os} 3 et 4 (2005) p. 345 à 379 (35)

Current Fisheries Governance, Conférence sur la gouvernance de la pêche en haute mer et l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, St. John's, Terre-Neuve et Labrador (Canada) (mai 2005)

Offshore Mining: International, Exclusive Economic Zone and Territorial Waters – An International Perspective, Conférence sur la législation internationale concernant les mines et les investissements en Amérique latine et aux Caraïbes, tenue à Lima (Pérou) du 11 au 13 avril 2005

Administering the Resources of the Deep Seabed, Colloque sur le droit de la mer : « Progrès et perspectives », tenu à Londres au British Institute of International and Comparative Law, les 22 et 23 mars 2005, Oxford University Press

Current and Emerging Issues in the Law of the Sea, conférence annuelle du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie, organisée en collaboration avec l'Académie russe de l'enseignement des lettres et sciences humaines et l'Association russe de droit de la mer sur le thème de la politique énergétique de l'Arctique et du droit de la mer, à Saint-Pétersbourg (Fédération de Russie), du 22 au 26 juin 2004. Voir Myron H. Nordquist, John Norton Moore et Alexander S. Skaridov, *International Energy Policy, the Arctic and the Law of the Sea*, Martinus Nijhoff Publishers (2005), p. 11 à 16

The First Ten Years of the Authority – Actes de la célébration du dixième anniversaire de la création de l'Autorité internationale des fonds marins à Kingston les 25 et 26 mai 2004, publiés par l'Autorité internationale des fonds marins, p. 2 à 7

Multilateral Oceans Governance and the International Seabed Authority, onzième réunion annuelle de l'Australia and New Zealand Society of International Law, tenue à Wellington du 4 au 6 juillet 2003

The International Seabed Authority and the Governance of High Seas Biodiversity, Atelier sur la gouvernance de la biodiversité de la haute mer, tenu à Cairns (Australie) du 16 au 20 juin 2003

Solving the Incidental Capture of Seabirds and Sea Turtles in Longline Fisheries, voir Noreen M. Parks, Actes du deuxième Forum international des pêcheurs, tenu à Honolulu du 19 au 22 novembre 2002, p. 15 à 17

Legal Regime for Straits Used for International Navigation, Colloque sur les détroits servant à la navigation internationale, Istanbul (Turquie) (novembre 2002), Fondation turque pour la recherche marine, vol. n° 1

Licensing Systems-How They Work; How They Are Supervised, Conférence sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, tenue à l'UNESCO à Paris en juin 2002

The Seabed Mining: Regulations and Protection of the Environment, Conférence sur les nouvelles initiatives dans le secteur minier, tenue à Santiago du Chili en mai 2002

Developments in the International Legal Framework for Global Ocean Governance, Conférence mondiale sur la situation des océans et des zones côtières 10 ans après la Conférence de Rio et sur l'évaluation des progrès et la façon de relever les défis continus et nouveaux, tenue à l'UNESCO à Paris, du 3 au 7 décembre 2001

The New Rules Governing the International Seabed beyond National Jurisdiction, Conférence sur les stratégies commerciales en eau profonde, tenue à New York les 11 et 12 juin 2001

Oceans Governance, Conférence canadienne sur la sauvegarde des océans, tenue à l'Université Simon Fraser de Vancouver (Canada) du 6 au 8 juin 2001

Current Marine Environmental Issues and the International Tribunal for the Law of the Sea – Actes de la vingt-cinquième conférence annuelle sur des questions d'actualité se rapportant au milieu marin et au Tribunal international du droit de la mer, organisée par le Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie à Hamburg (Allemagne) du 16 au 19 mars 2001, Martinus Nijhoff Publishers (2001), p. 17 à 26

The Legal Framework for the Oceans – Does It Need Improvement?, Conférence de Wilton Park sur la gouvernance des océans, tenue à Wilton Park (Royaume-Uni) du 3 au 5 décembre 1999

The Law of the Sea and Offshore Mineral Resources: Opportunities and Challenges for the Pacific Islands, vingt-septième Conférence Pacem in Maribus, tenue à Suva (Fidji) du 8 au 12 novembre 1999

The Management of Straits Used for International Navigation: International Cooperation in Malacca and Singapore Straits, vingt-troisième conférence annuelle du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie, tenue au siège de l'OMI à Londres du 6 au 9 janvier 1999, Current Maritime Issues and the International Maritime Organization, Martinus Nijhoff Publishers (1999), p. 27 à 41

Environmental Impact of Deep Seabed Mining, National Institute of Oceanography, Goa (Inde), novembre 1998

Law of the Sea in the 21st Century – Indian Society of International Law, Delhi (Inde) (novembre 1998)

Seabed Mining and the Mining Code – National Institute of Ocean Technology, Madras (Inde) (novembre 1998)

Legislative and Executive Powers of the ISA for the Implementation of the Convention on the Law of the Sea, Institut Fridtjof Nansen, Oslo (Norvège), (août 1998)

An Introduction to the 1982 UN Convention on the Law of the Sea, Institut Fridtjof Nansen, Oslo (Norvège) (août 1998)

The International Seabed Authority, onzième conférence annuelle « US Pacific Command International Military Operations and Law », tenue à Victoria (Canada) du 6 au 10 avril 1998

The International Seabed Authority – A Progress Report, Actes de la trente et unième conférence annuelle du Law of the Sea Institute tenue à Miami, (États-Unis) le 30 mars 1998

Oceans Policy-New Institutions, Challenges and Opportunities, vingt-deuxième conférence annuelle du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie, tenue à Rose Hall, Montego Bay (Jamaïque) du 7 au 10 janvier 1998, Myron H. Nordquist et John Norton Moore, *Ocean's Policy, New Institutions, Challenges and Opportunities*, Martinus Nijhoff Publishers (1998), p. 7 à 14

Environmental Studies for Deep Sea Mining, séminaire de la Metal Mining Agency, tenu au Japon en novembre 1997

The Failure of Effective Management of the World's Fisheries, Sommet de la mer, St. John's, Terre-Neuve (Canada) (septembre 1997)

The 1982 Convention and The International Tribunal for the Law of the Sea – colloque du Law of the Sea and Maritime Institute, tenu à Hamburg (Allemagne) en octobre 1996

Ten Years of the International Seabed Authority (1994-2004), Ocean Press, Beijing (2005), p. 5

Achievements of the 1995 United Nations Fish Stocks Agreement, voir Jean-Pierre Levy et Gunnar G. Schram, *United Nations Conference on Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks: Selected Documents (1996)* Martinus Nijhoff Publishers, p. 749 à 753

The Contributions of the United Nations in Setting International Legal Standards and in the Promotion of the Rule of Law – Memorial University, Terre-Neuve (Canada) (mai 1995)

An Analysis of the Draft United Nations Fish Stocks Agreement, voir Jean-Pierre Levy et Gunnar G. Schram, *United Nations Conference on Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks: Selected Documents (1996)*, Martinus Nijhoff Publishers, p. 709 à 713

The Draft Agreement on the Conservation and Management of Straddling Fish Stocks and Highly Migratory Fish Stocks, Actes de la dix-huitième conférence annuelle du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie tenue à Rhodes (Grèce) du 22 au 25 mai 1994. Voir Myron H. Nordquist et John Norton Moore, *Entry into Force of the Law of the Sea Convention*, Martinus Nijhoff Publishers (1995), p. 291 à 297

An Introduction to the Achievements of the Part XI Agreement, voir International Seabed Authority in Collaboration with the Caribbean Law Publishing Company, *The Law of the Sea: Compendium of Basic Documents*, Kingston (2001), p. Ixxii à Ixxix

The United Nations Convention on the Law of the Sea: Resolving the Problems of Part XI (the Deep Seabed Regime), dix-septième conférence annuelle du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie, tenue le 19 mars 1993. *New National Perspectives on the Law of the Sea Convention*, Center for Oceans Law and Policy (1993), p. 57 à 77

The Efforts Undertaken by the United Nations to Ensure Universality of the Convention, vingt-sixième conférence annuelle du Law of the Sea Institute, tenue du 22 au 25 juin 1992 à Gênes (Italie). Voir Edward L. Miles & Tullio Treves, *The Law of the Sea: New Worlds, New Discoveries (Proceedings)*, publié par le Law of the Sea Institute, William S. Richardson School of Law, Université de Hawaii, Honolulu (1993), p. 349 à 378

The Relationship between the United Nations Convention on the Law of the Sea and Developments in Science and Technology, voir Lewis M. Alexander, Scott Allen et Lynne Carter Hanson, *New Developments in Marine Science and Technology: Economic, Legal and Political Aspects of Change*, publié par le Law of the Sea Institute, William S. Richardson School of Law, Université de Hawaii, Honolulu (1988), p. 6 à 12

Prospects for the Future: the UN and Peaceful Uses of the Oceans, dix-huitième conférence annuelle du Law of the Sea Institute coparrainée par l'Université de San Francisco et tenue à San Francisco du 24 au 27 octobre 1984. Voir Robert B. Krueger et Stefan A. Riesenfeld, *The Developing Order of the Oceans (Proceedings)*, publié par le Law of the Sea Institute, William S. Richardson School of Law, Université de Hawaii, Honolulu (1984), p. 259 à 263

An introduction to the Regime of Passage through Straits used for International Navigation and through Archipelagic Waters, trente-deuxième conférence annuelle du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie, consacrée à la liberté des mers, au droit de passage et à la Convention de 1982 sur le droit de la mer, tenue à Singapour les 9 et 10 janvier 2008

**Ntoutoume, Jean-Marie
(Gabon)**

[Original : français]

Informations personnelles

Situation de famille : marié, plusieurs enfants

Nationalité gabonaise

Âge : 58 ans

Date et lieu de naissance : 3 mars 1949, à Libreville

Courriel : jeanmarie_ntoutoume@hotmail.com

Diplômes

Bac B

Licence de droit public

Maîtrise de droit public

Diplôme École nationale de la magistrature

DEA en droit maritime

Doctorat en droit communautaire

Fonctions exercées

Premier Président de la Cour de justice de la CEMAC, Tchad

Président de Chambre de la Cour de cassation, Gabon

Conseiller de chambre Cour suprême, Gabon

Secrétaire général Cour suprême, Gabon

Conseiller, Chef de département juridique et administratif Primature

Conseiller Cour d'appel, Gabon

Vice-Président du Tribunal, Gabon

Procureur de la République, Gabon

Substitut du Procureur de la République, Gabon

Autres fonctions exercées

Chargé de cours, droit communautaire, Université de N'Djaména, Tchad

Distinctions honorifiques

Chevalier de l'Ordre du mérite gabonais

Grand Officier de l'Ordre de la Médaille du mérite communautaire

* *Certifions sincères et vérifiables les déclarations susmentionnées*

Wolfrum, Rüdiger
(Allemagne)

Max Planck Institute for Comparative Public Law and International Law
Im Neuenheimer Feld 535
69120 Heidelberg
Allemagne

Téléphone : +49 (0)6221 482-255

Télécopie : +49 (0)6221 482653

Courriel : wolfrum@mpil.de

Né à : Berlin, le 13 décembre 1941

Nationalité : Allemande

Études secondaires (Abitur, 1962) puis service militaire

1964-1969	Études de droit aux Universités de Bonn et de Tübingen
18 janvier 1969	Diplôme d'État, niveau I
1969-1973	Avocat stagiaire
29 juin 1973	Diplôme de fin d'études de droit
14 septembre 1973	Diplôme d'État, niveau II
1973-1980	Professeur-assistant à l'Institut de droit international de l'Université de Bonn
1 ^{er} août 1977- 31 juillet 1978	Chercheur au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie; bénéficiaire d'une bourse de la Fondation allemande pour la recherche
Juillet-août 1980, mars-avril 1981	Participation à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (membre suppléant de la délégation allemande)
Mars-avril 1982	Représentant de la délégation allemande et conseiller auprès du Ministère de l'économie
28 novembre 1980	Doctorat en droit (droit public et droit international public)
6 mai-30 novembre 1982	Professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit et d'économie de l'Université de Mayence
2 décembre 1982- 30 avril 1993	Professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Kiel; Directeur de l'Institut de droit international

Juin 1983-mai 1988	Membre de la délégation allemande et Président du Groupe de travail juridique (à partir de 1985) à la quatrième Réunion consultative extraordinaire du Traité sur l'Antarctique relatif aux ressources minérales
Août-septembre 1983	Participation aux travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer
29 avril 1986- 30 avril 1993	Juge à la Cour d'appel pour les questions administratives des Länder de Basse-Saxe et de Schleswig-Holstein; depuis 1991, juge à la Cour d'appel du Land de Schleswig-Holstein pour les questions administratives
Août-septembre 1987	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota à Minneapolis
Janvier 1990- septembre 1999	Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (élu en 1990, réélu en 1994 et en 1998; démissionne en 1999)
1 ^{er} juin 1990- 30 avril 1993	Vice-Recteur de l'Université Christian-Albrechts de Kiel
Août-septembre 1990	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota à Minneapolis
30 juin 1992- 26 juin 1996	Membre du Sénat de la Fondation pour la recherche allemande; réélu en juin 1995
1992-1998	Participe aux réunions consultatives des parties au Traité sur l'Antarctique
1993-1998	Président du Groupe de travail d'experts juridiques des réunions des parties au Traité sur l'Antarctique
Depuis le 1 ^{er} mai 1993	Directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg; professeur à l'Université de Heidelberg
Septembre-octobre 1993	Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota à Minneapolis
1 ^{er} janvier 1994- 30 novembre 1997	Président du Conseil d'administration de l'Association allemande pour les Nations Unies
1994-2003	Membre du Conseil d'administration du « Zentrum für deutsches Recht am Institut für Staat und Recht der Russischen Akademie der Wissenschaften » (Centre de droit allemand de l'Institut d'État et de droit de l'Académie russe des sciences)
Depuis le 1 ^{er} mars 1994	Membre du Conseil de la section allemande de l'Association de droit international

1995-2003	Membre du Conseil d'administration de la « Stiftung für marine Geowissenschaften » [Fondation pour les sciences géomarines (GEOMAR)]
26 juin 1996- 30 juin 2002	Vice-Président de la Fondation allemande pour la recherche
Depuis le 1 ^{er} août 1996	Juge au Tribunal international du droit de la mer, réélu en 1999; 5 octobre 1996-30 septembre 1999 : Vice-Président du Tribunal international du droit de la mer
Depuis le 20 mars 1997	Membre du Conseil de la Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht (Société allemande de droit international)
Depuis le 27 mars 1998	Membre du Groupe de travail sur la biodiversité à la Europäischen Akademie zur Erforschung von Folgen wissenschaftlich-technischer Entwicklungen (Académie européenne pour la recherche sur les répercussions des développements scientifiques et techniques)
Depuis le 12 février 1999	Docteur <i>honoris causa</i> de l'Académie russe des sciences, Moscou
Depuis le 6 décembre 1999	Docteur <i>honoris causa</i> de la faculté de droit Shihutug, Oulan-Bator
2000-2006	Membre du Conseil d'administration de l'Alfred-Wegener-Institut für Polar- und Meeresforschung (Stiftung AWI, Institut pour la recherche polaire et océanique)
1 ^{er} janvier 2001- 31 décembre 2005	Membre du Conseil consultatif du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie
Depuis le 19 juin 2001	Juge à la Cour internationale d'arbitrage et de médiation pour les questions d'environnement
2001-2005	Membre du Conseil consultatif de la Deutsche Stiftung Friedensforschung (Fondation allemande l'étude de la paix)
2002-2006	Vice-Président de la Max Planck Society for the Advancement of Sciences
Depuis le 18 novembre 2003	Membre fondateur de la Section sciences humaines de l'Académie allemande des sciences naturelles (Leopoldina)
Depuis le 23 décembre 2003	Membre du Conseil d'administration de l'Université de Hambourg

Depuis le 16 mars 2005	Président de la Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht (Société allemande de droit international)
Depuis le 1 ^{er} octobre 2005	Président du Tribunal international du droit de la mer
Depuis le 9 juin 2006	Membre du Stiftungsrat der Exzellenzinitiative zur Förderung der Max-Planck-Gesellschaft (Conseil d'administration pour la promotion de la Société Max Planck)
Depuis le 30 août 2006	Membre honoraire de l'Académie mongole des sciences
Depuis octobre 2007	Membre associé de l'Institut de droit international

Ouvrages

A écrit de nombreux livres et articles et dirigé la publication de plusieurs autres sur diverses questions se rapportant au droit international public, au droit de la mer, au droit international de l'environnement, aux droits de l'homme, à l'ONU et à l'Antarctique, notamment l'internationalisation des espaces communs ne relevant pas des juridictions internes.

Parmi ses principaux ouvrages, on peut citer :

- « The Principle of the Common Heritage of Mankind » in *ZaöRV* 43 (1983), p. 312 à 337;
- *Mise en place d'une administration internationale de l'Antarctique, de l'espace, de la haute mer et des fonds marins* (en allemand) (1984);
- *United Nations: law, policies, and practice* (1995);
- *Enforcing Environmental Standards: Economic Mechanisms as Viable Means* (1996)
- « Provisional Measures of the International Tribunal for the Law of the Sea », in *Indian Journal of International Law*, vol. 37 (1997), p. 420 à 434;
- « Military Activities on the High Seas: What are the Impacts of the U.N. Convention on the Law of the Sea? », in *The Law of Armed Conflict into the Next Millennium* (publié sous la direction de M. N. Schmitt et L. C. Green), U.S. Naval War College International Studies, Bd. 71 (1998), p. 501 à 513;
- « The Legislative History of Articles 20 and 21 of the Statute of the International Tribunal for the Law of the Sea », in *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht*, vol. 63 (1999), p. 342 à 349;
- « IMO Interface with the Law of the Sea Convention », in *Current Maritime Issues and the International Maritime Organization* (publié sous la direction de Myron H. Nordquist et John Norton Moore) (1999), p. 223 à 236;
- « The Impact of the United Nations Convention on the Law of the Sea on the Progressive Development of International Law », in *The Indian Journal of International Law*, vol. 39 (1999), p. 615 à 625;

- « Means of Ensuring Compliance with and Enforcement of International Law », in *Recueil des Cours* 272 (1999), p. 13 à 154;
- « The Interplay of the United Nations Convention on the Law of the Sea and the Convention on Biological Diversity » (avec Nele Matz), in *Max Planck Yearbook of United Nations Law* (publié sous la direction de J. A. Frowein et R. Wolfrum), vol. 4 (2000), p. 445 à 480;
- « The Role of the International Tribunal for the Law of the Sea », in *Current Fisheries Issues and the Food and Agriculture Organization of the United Nations* (publié sous la direction de M. H. Nordquist et J. Norton Moore), Kluwer Law International, La Haye (2000), p. 369 à 385;
- « Intervention in the Proceedings before the International Court of Justice and the International for the Law of the Sea », in *The International Tribunal for the Law of the Sea, Law and Practice* (publié sous la direction de P. Chandrasekhara Rao et Rahmatullah Khan), Kluwer Law International (2001), p. 161 à 172;
- « Provisional Measures of the International Tribunal for the Law of the Sea », in *The International Tribunal for the Law of the Sea, Law and Practice* (publié sous la direction de P. Chandrasekhara Rao et Rahmatullah Khan), Kluwer Law International (2001), p. 173 à 186;
- « Implementation of Decisions of International Courts », in *Center for Oceans Law and Policy – Current Marine Environmental Issues and the International Tribunal for the Law of the Sea* (publié sous la direction de Myron H. Nordquist et John Norton Moore), Martinus Nijhoff Publishers, Kluwer Law International (2001), p. 103 à 112;
- *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda*, vol. 1 et 2; (publié sous la direction de Nisuke Ando et Edward McWhinney), Kluwer International Law (2002);
- « Conflicts in International Environmental Law » (avec N. Matz), in *Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht*, vol. 164 (publié sous la direction de A. von Bogdandy et R. Wolfrum (2003);
- « Terrorismus-Bekämpfung auf See », in *Hansa – International Maritime Journal*, vol. 104 (avril 2003), p. 12 à 16;
- *Developments of International Law in Treaty Making, Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht*, vol. 177, (publié avec V. Röben) (2005).
- « The Tenth Anniversary of the International Tribunal for the Law of the Sea », in *Revista Română de Drept Internațional/Romanian Journal of International Law*, vol. 3 (2006), p. 66 à 78;
- « Solidarity amongst States: An Emerging Structural Principle of International Law », in *Völkerrecht als Wertordnung* (publié sous la direction de B. Fassbender et al.), Kehl (2006), p. 1087 à 1101;
- « The Role of International Dispute Settlement Institutions in the Delimitation of the Outer Continental Shelf » in *Maritime Delimitation* (publié sous la direction de R. Lagoni et D. Vignes), Koninklijke Brill (2006), p. 19 à 31;

- « The Taking and Assessment of Evidence by the European Court of Human Rights » in *Human Rights, Democracy and the Rule of Law – Liber amicorum Luzius Wildhaber* (publié sous la direction de B. Ehrenzeller et al.), Zürich/Baden-Baden (2007), p. 915 à 924;
 - « Antarctica: A Case for Common Implementation of Environmental Standards » in *Promoting Justice, Human Rights and Conflict Resolution through International Law – Liber Amicorum Lucius Caflisch* (publié sous la direction de M. G. Kohen), Koninklijke Brill, Leiden (2007), p. 809 à 819;
 - « Legitimacy in International Law » in *The Law of International Relations – Liber Amicorum Hanspeter Neuhold* (publié sous la direction d’U. Kriebaum et A. Reinisch), Eleven International Publishing, Utrecht (2007), p. 471 à 482;
 - *Law of the Sea, Environmental Law and Settlement of Disputes – Liber Amicorum Judge Thomas A. Mensah* (publié avec T. M. Ndiaye), Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston (2007).
-